

EDITORIAL

Logistique

LA logistique était un des enjeux majeurs de la modernisation du Maroc dans les années 2000. Porté par le combatif ministre Ghelab, puissamment soutenu par son chef, Jettou, ce programme était la meilleure clef pour l'amélioration de la productivité. Chacun sait, ou plus exactement chacun devrait savoir, que le Royaume n'a pas de chance de se hisser vers les pays émergents, s'il ne travaille pas sa logistique.

Parce qu'elle organise un très grand nombre d'acteurs pour qu'ils travaillent ensemble, la logistique fait gagner des points de PIB, limite les gaspillages d'argent et d'énergie. Cela permet évidemment de limiter, voire de faire disparaître, ces terribles travaux, dont les portefaix sont les malheureux symboles, de la misère et de l'exploitation. Les gens peuvent espérer travailler dignement, avec des couvertures sociales.

Et puisque la logistique abaisse les coûts de revient, elle permet d'élever la consommation des ménages. Mais elle n'existe pas sans une politique organisée, pensée au niveau de l'Etat, c'est-à-dire en prise directe avec les choix politiques.

Le gouvernement dirigé par l'Is-tiqlalien El Fassi, a mis de côté et le plan et le ministre, pourtant de son propre parti: on parlait mais on ne faisait pas grand-chose.

Ce qu'on ne savait pas, c'est que le pire était à venir. Avec les deux équipes Benkirane, non seulement rien n'a été fait, mais des atteintes importantes ont été portées contre le patrimoine d'infrastructures: raréfaction de la maintenance, investissements mal gérés... Le mot «logistique» a disparu, remplacé par les «agrément», comme si tous les problèmes du Maroc tenaient là-dedans.

En juin dernier, la Banque mondiale s'est publiquement inquiétée. Depuis, la campagne électorale a pris le relais... Et toujours pas de logistique. □

Nadia SALAH

L'UMT votera contre Benkirane

- Le secrétaire général justifie ses choix dans une interview à L'Economiste

- Le syndicat à la recherche d'un nouveau contrat social

Voir Analyse pages 4 & 5



COP22/Accord de Paris

On y est... presque!

LE Maroc vient officiellement de déposer ses instruments de ratification de l'Accord de Paris. Ils sont désormais 60 Etats dans le monde à avoir confirmé leur engagement pour la mise en œuvre de la copie de Paris. A quelques semaines

du rendez-vous de Marrakech, le Comité de pilotage national croise les doigts pour une entrée en vigueur anticipée. D'autant plus que sur le volet des émissions, l'on est encore loin de réunir les 55% nécessaires à l'application de l'Accord. □

Voir page 2

- L'atonie du crédit commence à peser sur les banques

Voir pages 18 & 19

- Où se trouvent les gisements d'électeurs

Voir pages 11 & 33 à 35

- Un Conseil des ministres ce lundi

Voir De Bonnes Sources



Ph. L'Economiste

Les cadavres oubliés de la médecine légale

13 médecins légistes pour 34 millions d'habitants! L'Economiste a mené son enquête: Morgue, praticiens, justice, Parlement... Un état des lieux bien déplorable

Voir pages 24 à 27